



Nouvelle offensive contre l'archéologie préventive :
**Le Gouvernement prépare en catimini
la délocalisation de l'INRAP**

Suite à la refonte de la carte militaire décidée dans le cadre de la RGPP, le Président de la République a annoncé, devant un parterre d'élus locaux des territoires directement touchés, le lancement d'un important programme de délocalisation de services centraux de l'État, qualifié de « mesures de compensation ».

Selon des informations tout récemment recueillies au niveau de notre Union des fédérations de fonctionnaires CGT, il semblerait que le Gouvernement soit sur le point d'annoncer, s'agissant du ministère de la culture, son intention de délocaliser en province le siège parisien de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) et ses 150 agents.

Dans quelle région, dans quelle localité le Gouvernement prévoit-il la future implantation du siège de l'INRAP ?

D'autres services centraux du ministère de la culture sont ils également concernés ?

A cette heure, et compte tenu de l'épais secret dans lequel se prépare l'ensemble desdits projets de délocalisation, nous l'ignorons.

Si cette information se confirmait, il s'agirait d'une nouvelle provocation extrêmement brutale en direction des personnels de l'INRAP et, plus largement, de l'ensemble de la communauté archéologique. L'INRAP, créé par la loi de 2001, est en effet un établissement très jeune, encore en construction, et se débattant quotidiennement dans d'immenses difficultés tant sur le plan des moyens que dans l'exercice de ses missions. Dans ce contexte, il est certain qu'un éloignement géographique de Paris, et donc des tutelles ministérielles, porterait gravement atteinte au fonctionnement de l'INRAP et à son efficience.

La CGT-Culture saisit dès aujourd'hui Christine Albanel afin qu'elle accepte de recevoir d'extrême urgence les organisations syndicales pour apporter, concernant l'INRAP, mais aussi l'ensemble du champ ministériel, les clarifications qui s'imposent quant à ses projets de délocalisation.

Dès à présent, la CGT-Culture appelle tous les personnels de l'INRAP, et plus particulièrement ceux du siège, à se réunir en assemblées générales afin de déterminer ensemble les modalités d'action qui permettront d'empêcher ce funeste projet de devenir une réalité.

Paris, le 17 septembre 2008, 12h00